



A usage unique de : **Service CLIENTS**

Deep tech : "Tous les guichets sont fermés quand on est en situation d'échec" (Geoffroy Lerosey, PDG de Greenerwave)

Spécialisé dans la physique des ondes, Greenerwave a levé 15 M€ en décembre 2023 pour structurer la société et industrialiser son premier produit, explique son cofondateur Geoffroy Lerosey. Cette spin-off de l'Institut Langevin a pourtant failli mettre la clé sous la porte en 2018. À l'occasion de la visite de la ministre de l'ESR, Sylvie Retailleau, le 8 avril 2024, le PDG revient sur le parcours de l'entreprise et ses ambitions, en évoquant les difficultés rencontrées. "Tous les guichets sont fermés quand on est en situation d'échec", pointe-t-il. La ministre plaide pour le droit à l'erreur.

Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, s'est rendue lundi 8 avril 2024 à la rencontre de la start-up deep tech Greenerwave, spin-off de l'Institut Langevin (UMR CNRS-ESPCI), qui développe des radars et des antennes. Spécialisé dans la physique des ondes, Greenerwave a levé 15 M€ en décembre 2023 afin de "structurer la société et industrialiser son premier produit [une antenne de communication par satellite à faible consommation d'énergie, compacte, plus économique et écologique] qui sera sur le marché dès la fin de 2024".

La deep tech a été créée en 2016 avec un financement du CNRS et de l'homme d'affaires Xavier Niel. Co-fondée avec Mathias Fink à l'initiative duquel a été créé l'Institut Langevin, Greenerwave est une spin-off de ce laboratoire qui "s'intéresse à la fois à la recherche fondamentale et à ses applications", précise Geoffroy Lerosey qui y a été chercheur pendant une quinzaine d'années. "L'Institut Langevin nous a permis de nous retrouver dans un environnement très pluridisciplinaire et de nous confronter aux différentes manières de faire dans d'autres domaines", poursuit-il précisant que la particularité de l'Institut Langevin est "d'avoir créé de nombreuses sociétés et donc d'être à cheval entre recherche fondamentale et applications".

"Nous voulons devenir une success story pour le monde académique, car si nous parlons beaucoup de deep tech, peu d'entre elles ont trouvé leur produit et leur marché. Nous faisons partie de celles-ci", fait valoir Geoffroy Lerosey, cofondateur et PDG de Greenerwave.

"j'ai pris la décision de mettre en pause ma carrière scientifique"

L'entreprise, qui se donne pour "mission de révolutionner le futur de la connectivité, en rendant le système des télécommunications et les systèmes de détection plus intelligent, plus léger, plus écologique et moins cher", a dû faire face

à des verrous technologiques et aux contraintes "liées aux standards du monde des télécoms". La société a ainsi peiné "à pousser ses technologies sur ce marché" et "a dû rebondir en 2018 vers d'autres applications qui permettaient à la start-up de survivre". "Je n'avais pas envie que la société dans laquelle je m'étais investi meure, donc j'ai pris la décision de mettre en pause ma carrière scientifique et d'aller à plein temps dans l'entreprise", témoigne Geoffroy Lerosey, qui explique qu'il "a fallu repartir de zéro."

Interrogé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les outils d'accompagnement et de valorisation créés par l'État, il estime que "cela va vraiment dans la bonne direction". Néanmoins, le cofondateur de Greenerwave évoque les difficultés rencontrées par les start-up pour se relever après un échec, en s'appuyant sur son propre cas. "En France, on n'aime pas l'échec", regrette-t-il. "Tous les guichets étaient fermés quand j'ai repris l'entreprise en 2018" et "cela n'a pas changé", témoigne-t-il. La start-up a alors "organisé une levée de fonds bridge pour maintenir la société en vie - et ne pas perdre l'investissement du CNRS - en faisant entrer des business angels", explique Geoffroy Lerosey, qui rappelle que même Bpifrance a longuement hésité avant d'abonder la levée de fonds. "Toutes les portes étaient également fermées par la suite pour tous les concours d'innovation et de subventions, à chaque fois pour un problème de fonds propres".

S'il admet que "cela concerne relativement peu d'entreprises", il considère que "l'État doit être présent pour les soutenir". Pour Sylvie Retailleau, cette peur de l'échec est "culturelle". "Nous éduquons nos jeunes dans un parcours d'excellence qui ne donne pas le droit à l'échec", explique Sylvie Retailleau en réponse au chercheur. La ministre plaide pour "le droit d'essayer et de se tromper", certes "pas dix fois". "Si l'on montre comment on tire parti de ses erreurs, c'est très positif" et "formateur pour la suite", indique la ministre.

"LE CNRS a payé nos frais de PI pendant cinq ans"

Geoffroy Lerosey revient sur l'accompagnement de la start-up par le CNRS, qui a cofinancé sa création. Il explique qu'afin de ne pas perdre cet investissement, le CNRS s'est engagé en 2018 à avancer tous les frais de propriété intellectuelle de la start-up jusqu'à ce qu'elle réussisse à lever des fonds. Il précise que "le CNRS a ainsi payé ces frais pendant cinq ans, ce qui représente environ 600 000 à 700 000 euros que nous rembourserons maintenant". "Il y avait vraiment un accompagnement sur-mesure pour éviter que l'entreprise ne meure", salue-t-il. L'entreprise compte actuellement 13 familles de brevets.

Par ailleurs, le cofondateur explique que l'entreprise s'est ensuite principalement développée grâce à des contrats industriels, mais également au soutien de la DGA, du Cnes ou encore de Bpifrance. "Elle a ainsi été soutenue par un écosystème à la fois public et privé, des subventions et des contrats industriels", précise-t-il. Aujourd'hui, alors que l'entreprise est passée de deux à 85 employés, Geoffroy Lerosey souligne la nécessité de "passer d'un financement par contrat ou par subventions, qui détourne un peu la feuille de route, pour se focaliser vraiment sur la mise sur le marché d'un premier produit. D'où la levée de fonds réalisée".

Passer de chercheur à PDG

Parmi les ambitions de l'entreprise, le cofondateur pointe également la volonté de "continuer à innover et à former, en gardant un lien avec les laboratoires". "Ce que nous faisons déjà avec le laboratoire Langevin mais nous souhaitons aussi faire avec d'autres laboratoires", précise-t-il. "Cela permet de disposer d'idées amont auxquelles nous n'aurions pas forcément de temps à consacrer en entreprise, voire de compétences." En outre, il fait valoir que la start-up "participe à la fois à l'essor de l'économie française et au rayonnement de la science et de la technologie française". Greenerwave compte 30 % de docteurs.

Enfin, en revenant sur son parcours, il estime "assez fabuleux de passer du monde académique à la start-up". "C'est tellement dynamique. J'ai une équipe de R&D de 50 personnes. Je n'ai jamais vu cela dans le public. Je dispose de financements et de matériels comme si j'étais un directeur de laboratoire américain", témoigne-t-il. Il s'agit d'une "autre façon de faire de la recherche, moins fondamentale qu'avant, bien sûr," mais qui permet de "faire des choses qu'un chercheur n'aurait pas les moyens de faire dans le monde académique". Il évoque notamment "les crédits académiques qui se tarissent" et le "besoin d'une révolution au niveau des carrières académiques".

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)
